

<https://www.snetap-fsu.fr/Fonction-publique-l-echec-d-une-politique-salariale.html>



Fonction publique : l'échec d'une politique salariale

- Les Dossiers - Vie fédérale -



Date de mise en ligne : mardi 21 septembre 2021

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

La [FSU](#) est intervenue lors de la conférence salariale au ministère de la Fonction publique en exigeant principalement une revalorisation d'urgence de 5% de la valeur du point d'indice et l'ouverture d'une véritable négociation à l'échelle de l'ensemble de la Fonction publique.

La ministre annonce un « cycle de discussions » mais sans aucun bouger sur la valeur du point d'indice : c'est inacceptable, surtout en période de reprise de l'inflation. La seule annonce a été le relèvement du minimum Fonction publique pour l'aligner sur la hausse du [SMIC](#).

La ministre prétend qu'une revalorisation de la valeur du point serait « trop uniforme » voire « inégalitaire ». Or, la [FSU](#) a fait la démonstration que les agent-es les moins bien rémunéré-es en sont tout autant victimes : par exemple, les catégories C pour lesquelles il y a eu de timides annonces en juillet, ou encore les [AESH](#), accompagnant-es des élèves en situation de handicap pour lesquelles des possibilités - trop faibles - d'avancement avaient été promises : la plupart des perspectives ouvertes se trouvent aussitôt refermées car rattrapées par l'inflation et la hausse du SMIC. Rien de sérieux ne peut donc être fait sans, à minima, l'indexation de la valeur du point sur l'inflation. La FSU exige aussi que le sujet de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes soit sérieusement traité. Le développement des régimes indemnitaires est globalement défavorable aux femmes et les métiers les plus féminisés restent les moins bien rémunérés à qualification égale. Les diagnostics existent, il faut passer les constats et supprimer les écarts salariaux.

Plusieurs secteurs de la Fonction publique subissent une véritable crise de recrutement, les salaires crochent, les conditions de travail ne cessent de se dégrader en raison d'une poursuite de l'austérité budgétaire et des suppressions de postes : il est urgent d'agir. Le refus de la ministre réitéré ce matin appelle à la mobilisation pour imposer nos revendications : le 23 septembre dans l'Éducation et l'Enseignement Supérieur, le 5 octobre dans le cadre interprofessionnel, montrons notre détermination à obtenir une autre politique salariale.

Les Lilas, le 21 septembre 2021

[<https://www.snetap-fsu.fr/local/cache-vignettes/L400xH183/fsu-sign-horiz-jaune-11-c4f9d.png>]